

**Séminaire OCDE- Ministère de l'Enseignement supérieur  
et de la Recherche  
Intervention du Premier ministre  
Lomé, 29 juillet 2014**

Au nom du Chef de l'Etat, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE et de l'ensemble de mon gouvernement, je voudrais saluer la tenue, en ce jour, du séminaire de lancement co-organisé par le Centre de Développement de l'Organisation pour la Coopération Economique et le Développement (OCDE) et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche sur le thème « Enseignement supérieur et marché du travail : Quelle stratégie de compétences pour le Togo ? »

Je voudrais remercier les éminentes personnalités représentant les institutions internationales, publiques, privées et le monde du travail, qui par leur présence effective à cette rencontre, ont bien voulu manifester, une fois de plus, leur constant soutien à l'endroit de notre système d'enseignement supérieur.

Je me réjouis aussi de ce que nous soyons une fois encore rassemblés, et mobilisés autour d'un thème qui, tout en nous interpellant tous dans nos missions respectives, traduit les nouvelles orientations et les nouveaux défis de notre politique nationale d'enseignement supérieur.

Distingués Invités

Mesdames et Messieurs,

Comme nous le savons tous, les mutations rapides dans le monde du travail ont accru irréversiblement la visibilité de l'enseignement supérieur, perçu légitimement à la fois comme le point culminant du système éducatif et un incubateur de développement.

En effet, la montée en puissance des forces du marché dans l'enseignement supérieur et l'émergence d'un marché mondial pour le capital humain de haut niveau en appellent, non seulement, à la prise de conscience du rôle d'avant-garde des établissements d'enseignement supérieur dans toutes les stratégies de développement, mais aussi à la nécessité d'un réexamen des politiques et des hypothèses en faveur d'un enseignement supérieur de qualité.

Les effets convergents de la mondialisation, les progrès spectaculaires dans les domaines de l'information et de la communication, facteurs du rétrécissement du monde et du rapprochement des peuples, exigent l'adoption de standards universels et par ricochet, la refonte de nos anciens modes de fonctionnement et de schémas

organisationnels de l'enseignement supérieur, appelés plus que jamais à s'adapter à un monde du travail en pleine mutation.

Seulement, s'il est vrai que le marché mondial du travail pour le capital humain de haut niveau et la mobilité des compétences constituent des préoccupations cruciales des nations, il n'en demeure pas moins que nos systèmes d'enseignement supérieur ont pendant longtemps souffert d'un clivage entre l'intelligence et l'action.

Ainsi, nos pays en développement sont restés en marge d'une économie mondiale hautement concurrentielle, en raison de leurs systèmes éducatifs peu préparés à concilier les formations données et les attentes de la société, à établir un bon partenariat entre l'université et le monde du travail, à participer à la création efficiente et à l'utilisation compétitive du savoir.

Distingués invités,  
Mesdames et Messieurs,

Il s'agit donc aujourd'hui d'élaborer de nouveaux paradigmes, de nouvelles stratégies, à même d'aider à valoriser les compétences dont regorgent les universités, d'optimiser l'adéquation Formation-Emploi pour que les offres de formation dans l'enseignement supérieur soient plus en phase avec les besoins de l'environnement socioéconomique. Aussi importe-t-il de jeter les bases d'une nouvelle approche de production des compétences utiles pour le développement de notre pays, d'élaborer de nouveaux schémas de formation plus prometteurs pour notre jeunesse, de susciter davantage des dynamiques coopératives entre les établissements d'enseignement supérieur et le monde du travail.

Je note donc avec enthousiasme la contribution déterminante de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) qui, dans le cadre de notre Plan décennal pour l'éducation (2010-2020), aide notre pays à faire un diagnostic de son système d'enseignement supérieur en vue de son amélioration, au regard des nouveaux besoins du marché du travail, tant nationaux qu'internationaux.

Il faut noter que toutes les évaluations du système éducatif togolais déjà réalisées, entre autres le Plan sectoriel de l'éducation et le Conseil présidentiel sur l'avenir de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que d'autres, permettent globalement à notre système éducatif de faire un saut qualitatif. Et je tiens à saluer la valeur ajoutée du présent projet de l'OCDE qui revêt, assurément, une approche novatrice.

Cette approche qui se propose de placer la notion de compétences au centre des préoccupations, plutôt que le niveau d'éducation ou le type de formation, nous permettra, à coup sûr, de déceler et de corriger les écarts et les dysfonctionnements entre les formations reçues, les compétences acquises et les besoins réels du marché, ainsi que les inégalités de genre, au regard de la dynamique actuelle de l'économie de notre pays. Elle entend repenser notre système d'enseignement supérieur dans sa capacité à répondre, au mieux, aux besoins actuels et futurs du marché du travail.

e voudrais, par ailleurs, saluer la méthodologie mise en œuvre dans le cadre de ce projet. Une méthodologie qui se propose, non seulement, d'analyser en termes de compétences, mais voudrait aussi s'appuyer sur la collecte de données originales

auprès des entreprises et des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. Je me félicite de ce que ce séminaire de lancement s'inspire d'une méthodologie développée au sein de l'OCDE dans le cadre de ses stratégies nationales de compétences, méthodologie déjà utilisée avec succès dans quatre pays membres de l'Organisation que sont l'Autriche, la Corée du Sud, la Norvège et le Portugal, et dont l'application au Togo servira d'action pilote pour son extension à d'autres économies en développement.

Mesdames et Messieurs,

La capacité d'une société à produire, à adapter, à commercialiser et à utiliser le savoir est indispensable à sa croissance économique et à l'amélioration du niveau de vie de sa population. Ceci a un coût, et je mesure toute votre détermination.

Je puis, pour ma part, vous assurer de tout le soutien du Gouvernement qui ne ménagera aucun effort pour tenir ses promesses. Le Gouvernement entend jouer pleinement sa partition en appuyant nos universités et autres établissements d'enseignement supérieur dans leur apport potentiel dans toutes nos stratégies de développement économique et social, par la valorisation, bien entendu, de toutes les compétences afférentes.

Moderniser notre pays est un projet auquel le Gouvernement travaille actuellement avec détermination, un projet mobilisateur de la nation tout entière, mais un projet qui interpelle, au premier chef, les établissements d'enseignement supérieur, en raison de leurs capacités entrepreneuriales ainsi que de leur rôle en tant que bien collectif. Soutenir l'innovation en optant pour de nouveaux paradigmes dans l'élaboration des offres de formation, dans la transmission du savoir ; accéder aux réserves mondiales du savoir et adapter ce savoir au redressement de notre pays, voilà autant de défis qui nous interpellent tous et qui motivent la tenue de ce séminaire.

Distingués invités,  
Mesdames et Messieurs,

Notre pays dispose d'énormes potentialités et des variables propices à son redressement, à notre vision du Togo pays émergent d'ici 2030. Mais ceci ne peut être effectif que par la consolidation des pôles de recherche, par un relèvement plus accru des performances et des compétences dans les domaines les plus prometteurs, dans les secteurs porteurs, susceptibles de répondre de façon efficace et efficiente aux défis actuels de notre pays.

Il faut donc se réjouir de ce que, sous l'impulsion du Président de la République, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, le Gouvernement ait cette vision de rendre l'enseignement supérieur et la recherche au Togo plus novateurs, plus sensibles aux besoins d'une économie du savoir concurrentielle à l'échelle mondiale, et de les mettre en ordre de bataille pour gagner le pari d'une mutation socio-économique remarquable dont les fruits ne peuvent que tirer significativement tout le pays vers le haut, pour le plus grand bien de sa jeunesse.

Il s'agit d'une vision porteuse d'espérance toujours plus forte, celle de l'urgence de la demande sociale, des besoins du marché, bref du redressement de notre cher Togo qui renaît de ses multiples crises pour se hisser au rang des nations émergentes modernes.

Je demeure donc convaincu que ce séminaire qui fera objet de discussions de haute facture sera le point de convergence de toutes les contributions pertinentes à même de renforcer l'ancrage des établissements d'enseignement supérieur dans leur mission, celle d'être des pôles d'excellence, des sources inépuisables de compétences, des acteurs privilégiés de développement économique.

C'est sur ces mots d'espérance que je déclare ouverts les travaux du séminaire de lancement de l'étude pour la recherche d'une stratégie de compétences pour le Togo et auxquels je souhaite plein succès.